

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4570 - Jeudi 22 Février 2024 - Prix : 200 Fc

CHOLÉRA :

20 personnes hospitalisées



Hôpital de Samba

TRANSFERT D'ARGENT :

**Mvola Comores lance
de nouveaux services**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

10 Chaanban 1445

**Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Février 2024**

Lever du soleil:

06h 08mn

Coucher du soleil:

18h 33mn

Fadjr : 04h 5mn

Dhouhr : 12h 24mn

Ansr : 15h 48mn

Maghrib: 18h 36mn

Incha: 19h 50mn



JOURNÉE DES DROITS DE L'HOMME AUX COMORES

Les étudiants sensibilisés

Une conférence débat pour sensibiliser les élèves sur la question des droits de l'homme a eu lieu mardi dernier à la faculté Imam Chanfiou. Une activité qui rentre dans le cadre du 75e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, célébré chaque année le 10 décembre. Cette journée sera célébrée aux Comores ce jeudi 22 février à l'Assemblée nationale.

La Délégation des droits de l'homme du ministère de la justice a organisé une conférence débat mardi 20 février dernier à la faculté Imam Chanfiou pour sensibiliser les étudiants sur les droits de l'Homme. Plusieurs personnes ont pris part à cette activité qui rentre dans le cadre de la célébration de la journée mondiale des droits de l'Homme, qui, normalement est célébrée au niveau mondial en décembre. Aux Comores, la cérémonie officielle aura lieu aujourd'hui (jeudi 22 février) à l'assemblée nationale, sous le thème « dignité, liberté et justice pour tous ».

Pour Youssouf Ismael Mmadi, le Délégué aux droits de l'Homme, le thème choisi cette année au niveau mondial, n'a pas été modifié au niveau national tout simplement



parce qu'il répond aux besoins du pays. « Le gouvernement a fait beaucoup d'efforts en matière de libertés, donc, aujourd'hui, nous sommes venus organiser cette conférence débat afin non seulement de d'évoquer ces efforts du chef de l'Etat, mais aussi exposer aux étudiants qui sont les responsables de demain, ce que signifie la Déclaration universelle des droits de l'Homme », avance-t-il, tout en remerciant les participants, dont les

étudiant et la société civile.

Ce fonctionnaire a montré sa satisfaction par rapport aux résultats obtenus puisque, ces derniers ont bien compris pourquoi notre pays a ratifié les conventions pour faire partie des pays membres. Rappelons qu'une copie des trente articles de cette déclaration universelle des droits de l'Homme dont l'article premier stipule que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits... « Toute person-

ne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifique. Et Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association », peut-on lire dans l'article 20. Toute la problématique posée reste de savoir si les principes universels des droits de l'Homme sont bien respectés dans le pays, et quels sont les voies et moyens de garantir le respect des ces droits et libertés individuelles et collectives.

Ibnou M. Abdou

Numéros utiles

Police	Moroni: 764 46 64 Fomboni: 772 01 37 Mutsamudu: 771 02 00
Gendarmerie	Moroni: 764 49 92 Fomboni: 772 01 37 Mutsamudu: 771 02 00
Immigration	Ngazidja: 773 42 86 Anjouan: 771 01 73 Moheli: 772 01 37
Aéroport	Hahaya: 773 15 95 Ouani: 771 07 31 Moheli: 772 03 71
Port maritime	Moroni: 773 00 08 Moheli: 772 02 57 Anjouan: 771 01 43
Hopitaux	Moroni: 773 25 04 Fomboni: 772 03 73 Mutsamudu: 771 00 34
Banques	BIC: 773 02 43 Eximbank: 773 94 01 Banque centrale: 773 10 02 SNPSF: 773 43 43 Meck: 773 36 40
MAMWE	Moroni: 773 48 00 Mutsamudu: 771 02 09 Fomboni: 772 05 18



UN HABITAT
FOR A BETTER URBAN FUTURE



ADAPTATION FUNE

Dans le cadre du projet « Renforcement de la résilience climatique urbaine dans le Sud-Est de l'Afrique », financé par le Fonds d'Adaptation (FA), mise en œuvre conjointement par l'ONU-Habitat et Oxfam, la ville de Moroni bénéficie de 4 initiatives pour la résilience climatique dont la mise en place d'un système de drainage des eaux pluviales et la construction de citerne au nord de Moroni à la coulée de lave.

Suite à la mise en œuvre de ses initiatives afin d'assurer un suivi OXFAM recrute des consultants pour réaliser les études de plan de gestion et de maintenance de ses infrastructures ainsi que la réalisation de formation.

Pour les candidats intéressés prière de trouver les TDRs à partir des liens ci-dessous :

Short collective/landing link (lien d'ensemble): <https://www.oxfam.org.za/vacancies/>

TdR Recrutement d'un consultant national pour l'organisation de formation sur la potabilisation et la gestion de l'eau aux bénéficiaires des ménages et communautés du quartier de la Coulée.

Link: https://www.oxfam.org.za/wp-content/uploads/2024/02/VF_TDR-Formation-Potabilisation-Eau.pdf

Shortened link (lien court): <https://bit.ly/48mbCUe>

TdR pour le recrutement d'un consultant national pour l'élaboration d'un plan de gestion et la mise en place d'un comité de gestion, d'entretien et de suivi du système d'assainissement des eaux pluviales à Moroni nord – Coulée

Link: https://www.oxfam.org.za/wp-content/uploads/2024/02/VF_TDR-Recrutement-consultant-mise-en-place-dun-plan-de-gestion-et-de-maintenance-dun-systeme-de-drainage-des-eaux-pluviales.pdf

Shortened link (lien court): <https://bit.ly/3I40a4P>

TdR pour le recrutement d'un consultant national pour la mise en place du comité et l'élaboration du plan de gestion des citernes au profit de la communauté du quartier de la coulée

Link: https://www.oxfam.org.za/wp-content/uploads/2024/02/VF_TDR-Recrutement-consultant-mise-en-place-dun-plan-de-gestion-et-de-suivi-des-citernes.pdf

Shortened link (lien court) : <https://bit.ly/3wnfirs>

Les offres devront être soumis au plus tard le **02/03/ 2024 à 12 heures 00 minute,**

CHOLÉRA :

20 personnes hospitalisées

Le pays compte au total 20 cas actifs dont 08 nouveaux sur toute l'étendue du territoire. Le dernier rapport affiche 72 patients déclarés guéris du choléra et 06 décès depuis l'apparition de l'épidémie fin janvier.

Au total, 72 personnes sont déclarées guéries de l'épidémie du choléra qui sévit actuellement dans le pays. Selon le dernier rapport, le pays compte 20 personnes dans les sites de prise en

charge dont 08 nouveaux cas. Malheureusement, certaines personnes sont encore réticentes face à la gravité de cette maladie diarrhéique aiguë, dont on peut en mourir en quelques heures en l'absence de traitement. Dans les cas graves, il y a apparition brusque de diarrhée aqueuse avec nausées et vomissements pouvant entraîner des pertes liquidiennes jusqu'à un litre par heure. Les complications possibles du choléra sont entre autres la déshydratation ou encore le collapsus

circulatoire pouvant mener au décès en quelques heures. Les médecins recommandent de redoubler de vigilance et de veiller à l'hygiène. « Cette maladie ne touche pas que les adultes mais les enfants aussi. Si vous avez les symptômes notamment la diarrhée et les vomissements, présentez-vous rapidement à l'hôpital. Plus tôt on vient à l'hôpital, mieux on évite les complications », avait souligné le pédiatre Dr Yacine Mohamed.

Notons que la meilleure manière

de lutter contre cette épidémie est la prévention. Pour cela, les autorités appellent la population à suivre les consignes sanitaires. « Nous recommandons le lavage des mains régulier à l'eau propre et au savon ou en utilisant une solution chlorée avant de faire la cuisine, de manger, avant de s'occuper d'un bébé, bien cuire les aliments comme la viande à au moins 70°C, ne pas manger d'aliments non cuits à moins qu'ils ne soient pelés ou décortiqués et bien lavés. En cas d'apparition des

symptômes (diarrhée sévère, vomissements et fatigue générale), la population est invitée à se rendre immédiatement au centre de santé le plus proche » recommande le Dr Saindou Ben Ali Mbae, directeur général de la santé. Et pour lutter efficacement contre cette maladie, l'implication de tout est chacun est plus que nécessaire en vue d'endiguer cette épidémie.

Andjouza Abouheir

TRANSFERT D'ARGENT :

Mvola Comores lance de nouveaux services

Dans son engagement de fournir des solutions innovantes et pratiques pour ses clients, Mvola Comores a lancé ce mercredi 21 février des nouveaux services pour élargir les destinations permettant le transfert d'argent depuis les applications Orange Money Europe et Paysend vers Mvola Comores et de Mvola Comores vers Orange Sénégal.

Depuis son lancement en 2019, Mvola Comores un opérateur au service de l'innovation digitale aux Comores ne cesse de jouer un rôle essentiel dans le développement du secteur numérique et contribue également de manière significative au bien-être de la population comorienne, selon ses promoteurs. Ce mercredi 21 février, Mvola Comores a lancé des nouveaux services pour élargir les destinations permettant le transfert d'argent depuis les applications Orange Money Europe et Paysend vers Mvola Comores et depuis Mvola

Comores vers Orange Sénégal. Cette initiative permettra aux comoriens de la diaspora d'envoyer facilement et rapidement de l'argent à leur famille au pays afin de faciliter leur quotidien.

« Depuis l'année dernière, Mvola Comores a multiplié les services afin de répondre aux besoins des comoriens. Après Madagascar, Tanzanie et Ouganda, aujourd'hui, on peut envoyer de l'argent au Sénégal via Orange Money Sénégal », déclare le directeur général de Telma Comores, Christophe Olivier. Et de poursuivre : « Pareillement, avec Orange Money Europe, la diaspora peut envoyer facilement de l'argent aux Comores sur un compte Mvola Comores ». Cette initiative s'inscrit dans les objectifs de Mvola Comores d'étendre les services financiers transfrontaliers, offrant ainsi une méthode rapide, sécurisée et abordable pour les transferts d'argent entre l'Europe vers les Comores et entre les Comores vers les autres pays d'Afrique.



« Concernant le transfert d'argent vers le Sénégal, ce nouveau service facilitera le quotidien de nos clients en étant accessible sur n'importe quel téléphone même 2G et va leur permettre également d'effectuer leurs transactions sans qu'ils n'aient à se déplacer vers nos nombreux points de vente à travers les Comores. C'est une vraie solution innovante qui offre

l'opportunité à nos clients, particulièrement les parents comoriens d'envoyer de l'argent facilement d'une façon autonome à leurs enfants qui font leurs études au Sénégal », souligne Rachadi Aboubacar, le responsable de développement Mvola Comores.

Concernant les frais, sinon veut envoyer de l'argent de l'Europe vers les Comores, on

doit payer un frais de 1,99 euros si on envoie 1 à 100 euros et 2,99 de 100 à 900 euros. Pour l'envoi au Sénégal, ça sera les mêmes tarifs que ceux appliqués à Madagascar, Tanzanie et Ouganda. « Pour la diaspora, d'ici au 31 mars, ils auront 0 euros de frais. Donc c'est à partir du mois d'avril qu'ils vont commencer à payer des frais », précise-t-il. Avec ce nouveau service de transfert d'argent, Mvola Comores se positionne toujours en tant que leader du mobile money dans le pays et renforce son engagement continu à fournir des solutions financières innovantes et pratiques pour ses clients, en facilitant les transferts d'argent transfrontaliers. Sachant que ces deux nouveaux services viennent compléter les autres pays dont le service est déjà disponible notamment pour Madagascar, Tanzanie et Ouganda. Bientôt il sera lancé vers Orange Maroc.

Nassuf Ben Amad

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE :

Le secteur de la pêche au cœur des débats

La Commission de l'Océan Indien avec l'Institut océanographique de Maurice (MOI) a procédé au lancement de l'observatoire du changement climatique pour la région du sud-ouest de l'océan Indien. Cet événement marque une étape cruciale dans la coopération régionale visant à comprendre et à atténuer les répercussions néfastes du changement climatique sur la pêche et les communautés côtières de la région.

Initiié par la Commission de l'océan Indien (COI) en partenariat avec l'Institut océanographique de Maurice (MOI), l'observatoire régional dédié à son impact sur le secteur de la pêche dans le Sud-Ouest de l'océan Indien regroupe aujourd'hui sept pays dont les Comores, la France/Réunion, le

Kenya, Madagascar, Maurice, les Seychelles et la Tanzanie. Cette initiative, lancée dans le cadre du programme ECOFISH, qui est financé et promu par l'Union européenne, vise à assurer une gestion durable des ressources halieutiques essentielles à l'économie des pays du Sud-Ouest de l'océan Indien.

Selon le secrétaire général de la COI, cette initiative a vu le jour grâce à la collaboration de la COI avec l'Institut océanographique de Maurice. « Le lancement de cet observatoire n'est qu'une première étape dans ce nouveau chapitre de notre coopération qui dure depuis quelques années. Et je salue, également, l'implication de l'ensemble des acteurs du programme ECOFISH, à commencer par l'UE qui finance ce programme géographiquement étendu et techniquement varié, ainsi que nos partenaires de

mise en œuvre, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), l'Autorité du lac Tanganyika, l'Organisation de la pêche du lac Victoria, la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI) et la Commission des pêches du Sud-ouest de l'océan Indien », avance Vélayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI

L'Observatoire régional dédié à l'impact du changement climatique sur le secteur de la pêche servira donc de plateforme pour observer, collecter, analyser et diffuser des données cruciales afin de permettre à la région du Sud-Ouest de l'océan Indien d'identifier et d'adopter la

meilleure démarche à suivre pour atténuer ce fléau. « En fournissant des données scientifiques fiables et des informations précises sur les tendances et les impacts du changement climatique sur nos ressources marines, cet observatoire nous permettra de prendre des décisions éclairées et des mesures proactives en matière de pêche », poursuit-il.

Selon la CEA, les pertes et dommages causés par le changement climatique sur le continent s'élèveraient entre 290 et 440 milliards de dollars entre 2020 et 2030. Toutefois, « malgré les progrès accomplis, nos connaissances en matière d'adaptation présentent toujours des lacunes alors que de nombreux secteurs subissent déjà de plein fouet les répercussions considérables du changement climatique », souligne à son tour Oskar Benedikt, Ambassadeur de l'UE

auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles.

Pour un pays comme les Comores par exemple, le secteur de la pêche représente 12% du PIB et emploie plus de 7% de la population active. Pour conclure la cérémonie de lancement, Sudheer Maudhoo, ministre de l'Économie bleue, des Ressources marines, de la Pêche et du Transport maritime de la République de Maurice, « souhaite que ce projet d'Observatoire sur le climat de la COI et de l'Institut océanographique de Maurice soit non seulement un catalyseur des avancées scientifiques et de la protection de l'environnement, mais aussi une inspiration pour les générations futures ».

Andjouza Abouheir

SOCIÉTÉ

Lassé d'attendre, Wanani construit ses salles de classe

Longtemps décrié même dans nos colonnes, l'état piteux du lycée public de Wanani à Mohéli n'a pas fait réagir les autorités en charge de l'éducation nationale. La communauté de ce village chef lieu de la région de Djando a retroussé ses manches. Deux salles de classe sont en cours de construction malgré les difficultés financières.



Le lycée de Wanani tout comme d'autres écoles publiques de l'archipel se trouve dans un état lamentable et rend l'apprentissage difficile que ce soit en période de kussi (sèche) ou kashkazi (pluvieuse). En effet pendant les périodes pluvieuses des flaques d'eau se forment à l'intérieur des salles en tôle et rendent l'enseignement difficile. Une situation qui avait défrayé la chronique dans les réseaux sociaux et même dans nos colonnes.

Soucieuses de l'éducation de ses enfants, la communauté de Wanani en appui avec les villages environnants s'active pour construire deux salles de classe afin d'augmenter la capacité

d'accueil dans cet établissement scolaire, mais surtout offrir aux élèves un espace d'éducation digne de ce nom et espérer avoir un enseignement de qualité. Les travaux ont débuté depuis 4 mois, mais actuellement ils sont au ralenti à cause d'un manque de moyens financiers. Les responsables de ce chantier lancent un appel à aide à toutes bonnes volontés soucieuses de l'éducation des jeunes como-

riens.

Il s'agit en effet des travaux financés grâce à des cotisations consenties par les habitants de Wanani et certaines localités environnantes, pour construire deux salles de classe d'une capacité d'accueil estimée à 60 élèves au total. « Nous espérons que ces travaux s'accélèrent pour que nous puissions avoir enfin des salles de classe convenables » lance Naissa Adrachi une

jeune lycéenne. Il convient de rappeler que le gouvernement comorien, selon Houmed Msaidi son porte-parole, prévoit de construire plusieurs écoles primaires et secondaires dans le pays mais le lycée de Wanani, selon les initiateurs de ce projet, ne peut pas attendre.

Riwad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



B. P. 1003 & 2514
Tél/Fax : 773 14 68

Directeur Général

Communiqué sur les récentes dégradations et travaux de réparation de la piste sur l'aéroport international Moroni-Prince Said Ibrahim

L'union des Comores a connu des intempéries et de très fortes pluies durant les mois de Janvier et février 2024 qui ont causé des dégradations des infrastructures et chaussées sur l'ensemble du pays y compris la piste de l'aéroport international Moroni-Prince S. Ibrahim.

L'ensemble des équipes de maintenance de la société « Aéroport des Comores » (ADC) s'est mis à pied d'œuvre pour entreprendre des travaux intensifs de réparation urgente, principalement de nuit, afin de préserver la continuité de l'exploitation, en coordination avec les services de la circulation aérienne, les exploitants, et l'autorité de réglementation. Ces travaux de réparation urgente ont pris fin avec succès le vendredi 16 février 2024 et sont remplacés depuis cette date par l'entretien de routine.

Avant la survenue des intempéries, ADC, avec le soutien financier du gouvernement de l'Union des Comores avait déjà engagé des travaux d'entretien préventif de la piste de l'aéroport international

Moroni-Prince S. Ibrahim, ainsi qu'une étude de faisabilité pour la réhabilitation des chaussées aéronautiques. L'entreprise sélectionnée pour les réparations a effectué en Novembre 2023 des essais des matériaux et méthodes de réparation et acheminé aux Comores le matériel nécessaire aux travaux en prévision de leur réalisation effective à partir du mois de Mars 2024. Ce programme va se poursuivre comme prévu afin prolonger la durée de vie des chaussées en attendant leur réhabilitation.

ADC tient à assurer l'ensemble de ses usagers de son attachement indéfectible à la sécurité des aéro-nefs et des passagers et au respect des normes, et procédures nationales et internationales en la matière.

ADC renouvelle ses remerciements à l'ensemble de ses partenaires, clients, prestataires de services, usagers et employés pour leur compréhension et leur soutien continu.

Maamoune Chakira

JEUX DES ILES 2027 :

Dix-sept disciplines, un choix judicieux mais risqué



Le choix des disciplines lors des Jeux des îles de l'Océan indien appartient aux pays organisateurs. Cela dépend en grande partie de la capacité et de la qualité des infrastructures qui doivent accueillir les différentes disciplines. De 23 au départ, les 11e Jeux à Madagascar n'ont finalement pu accueillir que 19 disciplines, faute d'infrastructures appropriés.

Aux Comores, tout est à faire, à part les stades de football qui ne demande que quelques retouches. Le Comité d'Organisation des Jeux des Îles (COJI) doit se retrousser les manches pour nous sortir de terre les infrastructures qui devant accueillir les 17 disciplines que les Comores se sont dit prêts à recevoir. « Le COJI (Comité d'Organisation des Jeux des Îles de l'Océan Indien) Comores 2027 a retenu 17 disciplines pour les JIOI 2027 » comme écrit sur une publication du COSIC. Le choix des disciplines n'est

pas anodin, il est plutôt judicieux car la plupart des sports retenus, c'est des sports qui se pratiquent depuis longtemps aux Comores. Et chacun d'eux possèdent déjà des athlètes déjà confirmés au national au moins. « Ils ont proposé organiser le football, l'athlétisme, le badminton, le basketball, la boxe, le cyclisme, l'haltérophilie, le handball, le judo, le karaté, la lutte, la natation, la pétanque, le taekwondo, le tennis, le tennis de table et le volley-ball. » Avec un peu de volonté politique et une bonne stratégie en matière de préparation, nos athlètes peuvent atteindre les niveaux des meilleurs athlètes de la région. Sans cela, le choix de ses dix-sept (17) disciplines risque de se retourner contre nous dans la mesure où un classement général au-delà de la troisième place serait considéré comme un échec pour le pays organisateur.

Si lors des derniers jeux, le pays organisateurs (Madagascar) a été devancé au nombre total de

médailles, 283 pour Maurice contre 277 pour Madagascar, ce dernier a été classé premier grâce à ses 121 médailles en or contre 91 au mauriciens. Et, c'est une logique qui a toujours prévalu et respectée lors des différents jeux pour les pays organisateurs. Donc les comoriens, les dirigeants en particulier doivent mettre les moyens et pour le développement des infrastructures mais aussi pour la préparation des athlètes pour qu'ils soient dans les meilleures conditions possibles (physique, athlétique) le jour J. Les cinq médailles d'or obtenues lors des derniers jeux ont été saluées comme une performance remarquable au vu de la préparation des athlètes, en 2027 les comoriens doivent se sentir à la fois fiers de leurs jeux mais aussi de leurs athlètes pour la moisson de médailles qu'on espère tous.

Imtiyaz

CANOË

Andy Barat, le précurseur du Canoë aux Comores

C'est un sport nouveau aux Comores, pour ne pas dire inexistant. Pourtant, Andy Barat un jeune comorien originaire de l'île d'Anjouan excelle dans cette discipline. Lors du tournoi qualificatif qui s'est tenu à Sainte Suzanne à La Réunion, le jeune Barat, s'est placé en deuxième position.

Pour la première fois dans l'histoire des jeux olympiques, un comorien va prendre part aux compétitions de Canoë lors des Jeux de Paris 2024. Régi par la Fédération Internationale de Canoë (FIC), le Canoë a été inscrit comme discipline olympique lors des jeux olympiques de Berlin en 1936. Deux types d'embarcations sont utilisées sur les deux principales disciplines du Canoë. La course en ligne, qui est basée sur la vitesse et qui se dispute sur des eaux calmes et le slalom qui se pratique sur des eaux troubles et vives qui exige de la force mais surtout beaucoup de technique.

C'est dans cette dernière discipline qu'évolue notre jeune champion. A Sainte Suzanne lors des championnats d'Afrique, couplé avec les qualifications pour les jeux olympiques Paris 2024, Barat a plus que tenu la dragée haute. « Andy Barat est vice-champion d'Afrique 2024 en canoë slalom » lit-on dans la

page du Comité Olympique et Sportives des Îles Comores (COSIC). Et la publication de continuer : « Le Comorien a fini sa compétition en deuxième position lors des Championnats d'Afrique de canoë couplée avec les qualifications pour les Jeux olympiques Paris 2024, qui s'est déroulée du 9 au 11 février dernier à Sainte Suzanne à La Réunion » sur la performance de Andy Barat qui a décroché grâce à cette deuxième place.

Déjà en 2023, lors des championnats du monde à

Vaires-sur-Marne en France, Andy s'était illustré. « Andy Barat, originaire de l'île de Ndzuani, aux Comores est le meilleur athlète comorien de cette discipline laquelle il a représenté les couleurs nationales lors de la finale de la coupe du Monde 2023 à Vaires-sur-Marne en France » en démontrant ce qu'il était capable, d'où cette invitation pour le championnat d'Afrique de Sainte-Suzanne.

Imtiyaz



PUBLICATION LOCALE POUR APPEL A PROPOSITIONS

OCTROI DE SUBVENTIONS VISANT A FAVORISER LA CREATION D'ENTREPRISES ET D'EMPLOIS DURABLES AUX COMORES PAR LA MOBILISATION DES TALENTS ET DES RESSOURCES DE LA DIASPORA VIVANT EN FRANCE OU DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER ET/OU RECEMMENT REINSTALLÉS AUX COMORES (DEPUIS MOINS DE 5 ANNEES).

Réf : 24-SBO-S001

Expertise France lance un appel à propositions pour l'octroi de subventions visant à favoriser la création d'entreprises et d'emplois durables aux comores par la mobilisation des talents et des ressources de la diaspora vivant en France ou dans les départements d'outre-mer et/ou récemment réinstallés aux comores (depuis moins de 5 années), dans le cadre du pro-

jet « « Projet d'appui au renforcement des partenariats avec les diasporas entrepreneuriales comoriennes », financé par l'AFD et mis en œuvre par Expertise France.

Opportunités pour les entrepreneur.e.s de la diaspora comorienne

- Vous êtes un.e entrepreneur.e de la diaspora et vous voulez créer ou développer votre entreprise aux Comores ?
- Vous résidez en France métropolitaine / en outre-mer ou vous êtes installés aux Comores depuis moins de 5 ans ?
- Vous développez une solution innovante dans les secteurs prioritaires pour les Comores ?

Le texte complet des lignes directrices à l'intention des demandeurs peut être consulté en téléchargeant le dossier d'ap-

pel à projets sur le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2451711&orgAcronyme=s2d>

Le dépôt des candidatures devra être fait en ligne via ce même lien en enregistrant votre société.

Pour toute question, veuillez contacter par email : diaspora.comores.assistance@expertisefrance.fr

Tenez-vous informés sur le site internet d'Expertise France : <https://www.expertise-france.fr/offer-detail?id=899222>

La date limite de remise des propositions est fixée au **JEUDI 29 FEVRIER 2024 A 16H00 (HEURE DE PARIS)**.

Proverbe du jour

Qui est en bonne santé est riche sans le savoir

PROJET DJI RUME :

Quatre motos remis au business développeurs pour le suivi de 60 lauréats

Les initiateurs du projet des créations d'emplois (Dji Rume) ont remis, hier 21 février quatre motos à la disposition du service business développeurs pour assurer le suivi de 60 jeunes porteurs de projets subventionnés à hauteur de 2 500 000 francs comoriens par le gouvernement pour la création de leurs propres entreprises. Ainsi, 2 motos pour contrôler l'évolution des projets à Ngazidja et une moto pour Anjouan et une moto pour Mohéli.

Le service ayant pour mission d'assurer le contrôle et le suivi des jeunes bénéficiaires du financement du projet Dji Rume s'est vu remettre par les responsables dudit projet, quatre motos pour faciliter l'accomplissement de ses missions. Ce service de contrôle et suivi doit se déplacer afin de suivre de près l'évolution de 60 jeunes lauréats du projet Dji Rume. Ces jeunes ont reçu le 23 décembre dernier des chèques de 2 500 000 kmf chacun, pour la création de leur propre entreprise. Lors de la cérémonie de remise des motos, Hassan Malik coordinateur du projet

Facilité-Emploi a montré que le gouvernement à travers le projet Facilité-Emploi n'a pas octroyé seulement une enveloppe de 150 000 000 kmf pour se désintéresser après du devenir des jeunes bénéficiaires.

« Avec l'appui de l'Uccia à travers son service Innov'Lab, les jeunes porteurs de projets ont bénéficié de formation de coaching jusqu'à la remise de chèques mais le travail ne s'avère pas achevé. Il faut s'imprégner également de l'évolution de ces jeunes ainsi que leurs projets en cours. Et le service de contrôle doit se déplacer vers les localités respectives des lauréats pour analyse sur place. C'est dans ce sens que le projet a fait cette remise des motos », avance-t-il. Pour lui, cette initiative veut renforcer le travail fourni par Innov'Lab.

Quant au président de l'Union des chambres de commerce (UCCIA), il a aussi montré que dans le cadre du suivi de ces entreprises des lauréats, il a été prévu l'acquisition de quatre motos dont 2 à Ngazidja, 1 à Ndzouani et 1 à Mwali afin de faciliter les déplacements et le suivi par les business développeurs sur le terrain. « Cette acquisi-



tion permettra le suivi sur le terrain de 60 lauréats, dit-il. Depuis le lancement du projet en 2023, l'initiative a accompagné plus de 180 jeunes entrepreneurs. Et que le 60 jeunes bénéficiaires du financement doit contribuer au développement du pays dans les domaines de tourisme, agrobusiness, économie bleue et nouvelle technologie de l'information et de la communication ».

Il faut ainsi rappeler que le projet Dji Rume est financé par l'Agence française de développement (Afd) via le projet Facilité

Emploi et la Maison de l'emploi qui ont signé une convention avec l'Uccia, précisément le service INNOV' Lab qui est le premier incubateur des entreprises du pays. Le projet vise à aider des jeunes de 18 à 40 ans porteurs de projets à travers des projets d'agriculture, de technologie, de pêche, de menuiserie mais précisément en milieu rural. Ce projet doit au moins créer 240 emplois directs ou indirects, soit 60 entreprises créées.

La vision du président Azali « un jeune, un emploi », selon Saïd

Hassan directeur de la Maison de l'emploi, suit parfaitement le chemin car les principaux bénéficiaires du projet sont les jeunes, et au moins 50% des femmes et leurs projets d'entreprise interviendront à majorité en milieu rural. Ce projet est un pas de plus vers le respect de la parité homme et femme et vers un processus de création de micro-projets afin de favoriser leur insertion dans la sphère économique du pays.

Kamal Gamal



Avis Spécifique de Passation de Marché – Dossier de Sélection Initiale (DSI)

Invitation à la Sélection Initiale Travaux

(Ingénierie, Approvisionnement et Construction (EPC)/ Clé-en-Main)

Maître d'Ouvrage : Agence d'Exécution du Projet (AEP)

Projet : PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC).

Titre du Marché : Travaux de construction des 3 centrales photovoltaïques (PV) avec stockage à Anjouan, Mohéli et Grande Comore.

Pays : Union des Comores

N° de prêt / N° de crédit / N° de don : IDA Grant No. E0490-KM, IDA Credit No. 71290-KM

Numéro de DSI : KM-AEP SONELEC-385182-CW-RFP

Émis le : 19 Février 2024

1. Le Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures a reçu un financement de la Banque mondiale pour le coût de 43 millions USD, et a l'intention d'appliquer une partie du produit aux paiements au titre du marché pour Travaux de construction des 3 centrales photovoltaïques (PV) avec stockage à Anjouan, Mohéli et Grande Comore.

2. L'Agence d'Exécution du Projet (AEP) a l'intention de sélectionner initialement les Candidats pour Travaux de construction des 3 centrales photovoltaïques (PV) avec stockage à Anjouan, Mohéli et Grande Comore. Il est prévu que la Demande de Propositions soit émise au mois d'Avril de l'année 2024.

3. La Sélection Initiale sera effectuée selon les procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale pour

les Emprunteurs de FPI, Edition Septembre 2023 (« Règlement de Passation des Marchés »), et est ouverte à tous les Candidats éligibles tels que définis dans le Règlement de Passation des Marchés.

4. Les Candidats éligibles intéressés peuvent obtenir de plus amples informations auprès de L'Agence d'Exécution du Projet (AEP) à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de 09:00 à 16:00 heures. Un ensemble complet du dossier de Sélection Initiale en français peut être obtenu par les Candidats intéressés sur présentation d'une demande écrite à l'adresse ci-dessous. Le dossier sera envoyé par courrier électronique.

5. Les candidatures de Sélection Initiale doivent être soumises dans des enveloppes clairement marquées et remises à l'adresse ci-dessous à 14h00 (heure locale) le 03 Avril 2024. Les demandes tardives sont susceptibles d'être rejetées.

Agence d'Exécution du Projet (AEP)

A l'attention : Naoildine Houmadi,

Titre/position : Coordinatrice

Route de Salimani, quartier Sahara, MORONI, COMORES

Ville : MORONI

Pays : Comores

Téléphone : +269 763 1094 / +269 3339800

Adresse électronique : aep.paesc@gmail.com